

YONNE mémoire

/ Bulletin de l'Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne /

numéro

48

/ novembre 2022 / 4€ / ISSN1620-1299 /

Sommaire

ÉDITORIAL

Un réseau injustement méconnu
par CLAUDE DELASSELLE • 2

RÉSEAUX DE RÉSISTANCE DANS L'YONNE

Le réseau Vélite-Thermopyles
dans le Sénonais

par JOËL DROGLAND • 2

ENQUÊTE

Qui est l'auteur du premier meurtre
d'un soldat allemand dans l'Yonne ?

par CLAUDE DELASSELLE • 8

COMPLÉMENTS ET DOCUMENTS

Suite à l'affaire d'Étais-la-Sauvin
par CLAUDE DELASSELLE • 12

CONCOURS NATIONAL DE
LA RÉSISTANCE ET DE
LA DÉPORTATION 2023

L'école et la Résistance

par FRÉDÉRIC GAND • 14

RÉSEAUX DE RÉSISTANCE DANS L'YONNE

FORCES FRANÇAISES COMBATTANTES
Organe Liquidateur du Réseau VÉLITES-THERMOPYLES

FORCES FRANÇAISES COMBATTANTES
Réseau : VELITES/ THERMOPYLES

Additif N°2 Xoin
A 52

né le... 28 janvier 1922
à... Sens (Yonne)
demeurant... 28 rue d'Alsace
entré au réseau 1/1/1944 jusqu'au 30/9/1944

Proposition pour la Croix de Guerre
(avec citation à l'ordre du Régiment)
en faveur de :

**LE RÉSEAU VÉLITE-THERMOPYLES
DANS LE SÉNONAIS**

PARIS, le 26 avril 1947

Motif de la proposition

ARORY

• Association pour la Recherche sur
l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne •

Yonne mémoire 40/44 / Bulletin de l'Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne /
Directeur de publication : T. Roblin / Rédacteur en chef : C. Delasselle / Iconographie : Arory / Coordination : C. Delasselle /
Graphisme et réalisation : F. Joffre / Arory, 2022 / Photos : Arory. /

Site internet : www.arory.com / e-mail : arory.doc@wanadoo.fr / Centre de documentation : 15 bis, rue de la Tour d'Auvergne -
89000 Auxerre / Couverture : documents ARORY / Chevillon Imprimeur, Sens / Dépôt légal à parution.

Un réseau injustement méconnu

- CLAUDE DELASSELLE -

Dans ce numéro 48, un article de Joël Droglan sur le réseau Vélite-Thermopyles, très actif dans l'Yonne, essentiellement dans le Sénonais. À partir des dossiers d'archives du SHD, Joël a pu retrouver une bonne partie des nombreux membres de ce réseau et, quand les dossiers le permettaient (ce qui n'est pas toujours le cas) retracer les activités multiples (évasion d'aviateurs alliés abattus au-dessus de l'Yonne, renseignement, évasion vers l'Espagne, aide au maquis FTP Paul Bert, etc.) des membres de ce réseau injustement méconnu.

Un autre article, signé Claude Delasselle, évoque un cas très particulier, celui de Pierre Piart, un jeune marginal de Joigny, condamné à mort et fusillé par les Allemands pour le meurtre d'un soldat allemand, en mai 1943, meurtre dont il n'était pas responsable puisque nous savons maintenant qu'il a été commis par trois membres du maquis FTP Vauban. Cette enquête dévoile la complexité des faits et montre les motivations de la police française, qui a sciemment caché aux Allemands la vérité et laissé fusiller un innocent.

Le même auteur revient aussi sur l'affaire d'Étais-la-Sauvin, déjà racontée dans le numéro 45, en précisant le sort des quatre personnes arrêtées après un combat dans la nuit du 24 au 25 juin 1944, en plein cœur de ce village de Puisaye.

Un dernier article, signé Frédéric Gand, évoque le thème 2022-2023 (« L'école et la Résistance, 1940-1945 ») du Concours national de la Résistance et de la Déportation, en donnant quelques pistes d'étude pour les élèves qui participeront à ce concours et les professeurs qui dirigeront leur travail. •

Le réseau Vélite-Thermopyles dans le Sénonais

- JOËL DROGLAND -

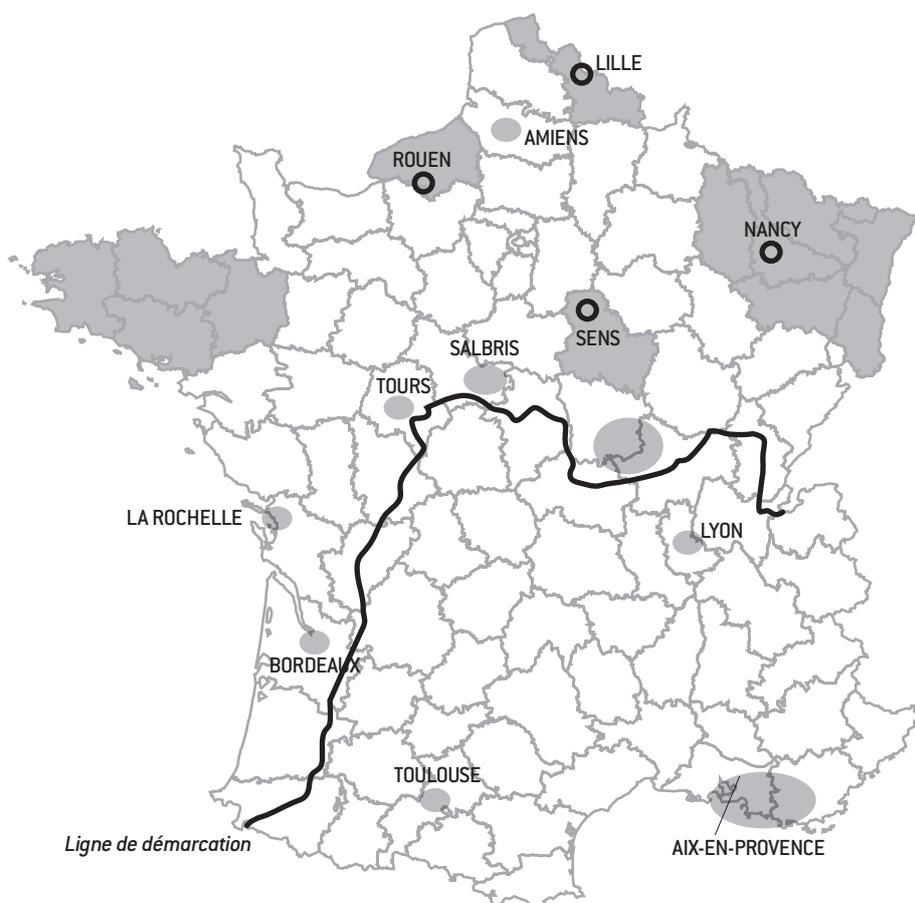
Un réseau de renseignement gaulliste important et mal connu ¹

Au lendemain de l'armistice, Raymond Croland ², Pierre Piganiol ³, enseignants en chimie et biologie à l'École Normale supérieure de la rue d'Ulm, et Albert Mercier ⁴, lui aussi scientifique venu de l'ENS de Saint-Cloud s'installent rue d'Ulm, s'organisent afin de recueillir des renseignements concernant l'occupant et d'étudier les conditions d'une action clandestine si cela doit être nécessaire. Leur petit groupe, qu'ils appellent Couleuvre, a le contact dès 1941 avec les services gaullistes à Londres par l'intermédiaire de Roger Wybot, ancien camarade de bataillon de Piganiol et adjoint du colonel Passy, chef du BCRA (Bureau central de renseignement et d'action, organe directeur à Londres des Services spéciaux de la France libre). Le réseau est rebaptisé Vélite et rattaché au BCRA. Après la vague d'arrestations qui le frappe en février et mars 1944, il est rebaptisé Thermopyles. Piganiol en fut le liquidateur après la Libération et le nom officiel retenu fut Vélite-Thermopyles, reconnu comme unité combattante du 1^{er} octobre 1940 au 30 septembre 1944. Sa mission principale est le recueil de renseignements sur les zones fortifiées ennemies et les aérodromes, mais les renseignements transmis régulièrement à Londres sont bien plus diversifiés. Il est en relation avec d'autres réseaux et mouvements de résistance.

909 agents furent homologués au sein du réseau ⁵ : 144 agents occasionnels, 441 agents P1 et 324 agents P2. Le réseau s'est étendu progressivement en zone occupée essentiellement : Nancy, Lille, Amiens, Rouen, Tours, Sens, La Rochelle, Bordeaux, puis en quelques points de la zone sud après l'invasion de celle-ci : Toulouse, Lyon, Aix-en-Pro-



Pierre Piganiol, un des fondateurs du réseau Vélite-Thermopyles.



Carte des implantations du réseau Vélite-Thermopyles

vence. Malgré son importance, ce réseau de renseignement gaulliste reste mal connu. Il ne fait même pas l'objet d'une notice dans le *Dictionnaire de la Résistance*⁶, et de seulement deux très brèves mentions dans l'index du premier ouvrage consacré à une présentation globale des réseaux⁷. Cet article est une petite contribution à l'histoire de ce réseau, visant à s'intéresser aux conditions de son implantation dans le nord du département de l'Yonne, et aux activités réelles des agents du réseau⁸.

Implantation sénonaise par Catherine Janot et Jean de Larebeyrette

Catherine de Brunel de Serbonnes a épousé Raymond Janot en avril 1940, peu avant que ce dernier ne soit fait prisonnier et ne prenne le chemin du Stalag. Résidant à Paris, elle est rappelée à Serbonnes en décembre 1942 par sa mère, qui a recueilli un aviateur canadien qu'il s'agit d'évacuer avant que l'occupant ne le repère dans ce petit village du nord du département de l'Yonne⁹. Aidé par son ami, le docteur Jean de Larebeyrette, elle accompagne l'aviateur à Paris où elle le cache dans son appartement. Elle cherche alors le contact avec un réseau d'évasion qui puisse le prendre en charge. Elle s'adresse au père Michel Riquet¹⁰, aumônier de la Conférence Laennéc, centre des étudiants catholiques en médecine de Paris, et déjà très engagé dans la Résistance. Le père Riquet alerte deux membres dirigeants du réseau



Catherine Janot

d'évasion Comète, le français Robert Aylé¹¹ et le belge Frédéric de Jongh, père de la fondatrice du réseau, Andrée de Jongh¹². L'aviateur est pris en charge et regagne rapidement l'Angleterre. Robert Aylé et Frédéric de Jongh recrutent Catherine Janot comme membre de leur réseau et lui demandent d'héberger d'autres aviateurs dans son appartement de la rue d'Eylau. Simultanément, Robert Aylé met Catherine Janot et Jean de Larebeyrette en relation avec Philippe Viannay, fondateur du mouvement de résistance Défense de la France, et celui-ci, en mars 1943, les met

en contact avec Raymond Croland et Pierre Piganiol, fondateur du réseau Vélite-Thermopyles. Catherine Janot et Jean de Larebeyrette intègrent ce réseau qu'ils vont ensuite implanter dans le nord du département de l'Yonne, comme nous l'apprend l'étude systématique des listes des agents homologués. Par ailleurs Catherine Janot fournit à Raymond Croland, l'un des trois chefs du réseau, une liste qu'elle puise dans son riche carnet d'adresses et qui permet au réseau d'étendre son influence¹³.

Né le 28 février 1913 à Nancy, Jean de Larebeyrette¹⁴ est le fils d'un petit industriel, installé comme jeune médecin, 5 rue des Vieilles Étuves, à Sens, au début des années 1920. Sa compétence et sa sympathie lui attirent rapidement une importante clientèle. Engagé sur sa demande dans une unité combattante, il est fait prisonnier avec son régiment en juin 1940. On peut le considérer comme le chef du secteur sénonais du réseau jusqu'à son arrestation en juin 1943. Catherine Janot, qui a contribué à recruter pour le réseau dans le secteur de Serbonnes, ne vient plus dans l'Yonne à partir de son passage dans la clandestinité au printemps 1943, mais elle en est le relais parisien, en contact d'une part avec les agents de liaison venus de l'Yonne, d'autre part avec Raymond Croland et la centrale parisienne du réseau. Le réseau est principalement implanté à Sens, Pont-sur-Yonne, Sergines et Serbonnes. C'est de Larebeyrette qui établit la liaison avec la centrale du réseau à Paris, où il se rend

RÉSEAUX DE RÉSISTANCE DANS L'YONNE



Jean de Larebeyrette (en blouse blanche) au camp de Dachau, à côté du docteur Ragot, après la libération du camp.

chaque semaine et où il rencontre Catherine Janot, mais aussi Raymond Croland, chef du réseau, auquel il transmet des renseignements d'ordre politique, ainsi que Philippe Viannay, chef du mouvement Défense de la France.

Jean de Larebeyrette est arrêté à son cabinet à Sens le 17 juin 1943, suite à l'infiltration du réseau Comète par le traître Desoubrie. Il se montre courageux et habile au cours de ses interrogatoires, parvenant à maintenir secrète son activité au sein du réseau Vélite-Thermopyles. Il est déporté à Dachau où il retrouve d'autres Sénonais, dont le docteur Ragot qu'il côtoie quotidiennement et qui, comme lui, y exerce ses fonctions de médecin. Tous deux attrapent le typhus et en guérissent. Profondément marqué par son expérience concentrationnaire, Jean de Larebeyrette publiera en 1954 *De l'expérimentation sur l'Homme*, petit ouvrage de réflexion et de combat, incluant un « projet de charte mondiale de la médecine ». Jean de Larebeyrette quitte Sens au début des années 1960 et s'installe à Paris où il meurt en 1982.

Catherine Janot et Jean de Larebeyrette ont constitué le groupe sénonais du réseau à partir de celui qui, intégré à Comète, cachait des aviateurs. Dès l'automne 1942, Jean de Larebeyrette avait contacté Pierre Lanceau¹⁵, médecin à Sens, et Clotaire Alexandre¹⁶. Entrepreneur de Travaux publics à Sens, Clotaire Alexandre, aidé de son épouse Suzanne et de son jeune fils Jacques, est l'un des membres les plus importants du réseau sénonais. Tous trois sont homologués comme membres du réseau, et pour Jacques Alexandre, ce n'est pas une mince prouesse puisqu'il n'avait alors que douze ans. Pierre Piganiol a

d'ailleurs tenu à rédiger une courte mention spéciale sur sa carte de membre du réseau, afin que l'on comprenne bien qu'il ne s'agissait ni d'une erreur, ni d'une faveur : « *Semble avoir toujours compris l'importance de la tâche demandée malgré son âge* ».

Clotaire Alexandre est en contact avec Jacques Bonnacaze, médecin à Sens depuis 1925, membre du réseau Comète et du mouvement Ceux de la Libération. Sont également membres du réseau à Sens André Thorailleur¹⁷, André Fougeu¹⁸, Robert Babillon¹⁹, François Daumières²⁰, Gaston Gasgnon²¹, Raymond Rossigneux²², Camille Gouère²³, Jules Rousseau, Jean-Pierre Calas, Alfred Vattaire, René Callaud, Fernand Pageot, Pierre Passemant, Lucien Thonnellier, Lucien Rondeau, Henri Le Huin, Louis Champail²⁴.

À Pont-sur-Yonne, Catherine Janot et Jean de Larebeyrette ont recruté Fernand Loirat qui a été mis en relation avec Croland, l'un des chefs du réseau. Né le 5 août 1889 à Nantes, Fernand Loirat²⁵ est épicier à Pont-sur-Yonne et a deux enfants, Jacques et Jacqueline. Homme de droite, officier de réserve, il a accepté de diriger la Délégation spéciale de Pont-sur-Yonne durant l'Occupation et il est ainsi devenu pour beaucoup un homme de Vichy. Il constitue à Pont-sur-Yonne un groupe du réseau Vélite-Thermopyles qui comprend son fils Jacques Loirat, son ami et camarade de la Grande Guerre Albert Fandard²⁶, qui tient un bateau-lavoir installé au bord de l'Yonne, Henri Marchand²⁷, agent de la SNCF à Montereau, Roger Grenier²⁸, appariteur à la mairie de Pont-sur-Yonne, Jean Lefèvre, secrétaire de mairie à Pont-sur-Yonne, Paul Gaillard²⁹, Pierre Deleuze³⁰. Après l'arrestation de Jean de Larebeyrette en juin 1943, c'est Fernand Loirat qui lui succède à la tête du groupe sénonais du réseau, toujours secondé par Clotaire Alexandre.

Jacques Loirat³¹ est un agent essentiel dans le dispositif du réseau, de l'automne 1943 au printemps 1944. Né en 1921, il a fait ses études au lycée de Sens puis il a obtenu une licence en droit. Il parle couramment l'allemand et a fait des séjours à Munich en 1936, 1937 et 1938. Il est cadre au Service du budget du ministère des Finances et réside à Paris. Agent P2 du réseau, il l'a restructuré dans l'Yonne et en Côte-d'Or à la fin de 1943. Il a un bon motif pour venir à Pont-sur-Yonne où résident ses parents. Après l'arrestation de Jean de Larebeyrette, c'est principalement lui, avec parfois l'auxerrois Jacques Agenie, ingénieur des Ponts et Chaussées et architecte, qui fait le lien avec Paris. À Paris, Jacques Loirat rencontre Lise Blosset³² puis sa sœur Annette³³. Lise Blosset, née Bloch, est ingénieure, collaboratrice d'André François, camarade de Piganiol et l'un des trois fondateurs du réseau. Lise fait entrer dans le réseau sa sœur Annette, qui travaille à la SNCF.

Sous l'influence de Catherine Janot, un groupe de résistants sédentaires se constitue à Serbonnes avec les familles Auroux, entrepreneur de maçonnerie, Simonet, cultivateur, Brioni, ancien « gueule cassée » de la Grande Guerre, Couraillon, épicier, Bouchy, Delcroix et Armand Bassot, l'ancien maire de Serbonnes qui avait démissionné³⁴. Ce groupe était relié à celui de Pont-sur-Yonne par l'intermédiaire de Fernand Loirat et à celui de Sergines avec la famille Bonnar-

dot. Les membres de ce groupe ne sont pas homologués au sein du réseau ; le témoignage de Catherine Janot, absolument fiable, est ici notre unique source.

La lecture des listes de résistants homologués dans le réseau nous apprend qu'il est présent aussi dans l'Yonne en dehors du Sénonais, mais assez peu semble-t-il. Il existe un petit groupe de ce réseau à Auxerre avec l'architecte Jacques Agenie³⁵, le quincaillier Jacques Aussavy, l'instituteur Igot et Jean Lantin³⁶.

Un réseau aux activités multiformes

Ce sont ainsi entre quarante et cinquante résistants, en grande majorité des hommes, agissant dans le cadre du réseau Vélite-Thermopyles, qu'il nous est possible d'identifier dans l'Yonne, essentiellement dans le Sénonais. Les trois quarts d'entre eux figurent sur les listes d'homologation du réseau mais seulement moins de la moitié disposent d'un dossier individuel faisant suite à une demande d'homologation. Encore faut-il préciser que la plupart de ces dossiers ne contiennent que des formulaires administratifs sans intérêt, et peu de renseignements sur leurs activités. Ce



Jacques Loirat

qui nous conduit à deux constatations complémentaires : les archives sont d'une absolue nécessité car la plupart des agents du réseau Vélite-Thermopyles sont totalement absents de la mémoire de la résistance sénonaise, quand ils n'ont pas été l'objet de rumeurs malveillantes ; mais les archives sont insuffisantes pour identifier les actions réelles et les relations. On se prend à regretter de n'avoir pas recueilli de témoignages quand cela était encore possible. C'est ce qu'avait commencé à faire Bernard Carré en entreprenant un travail universitaire sur ce réseau, qui n'a malheureusement jamais donné lieu à publication.

Nous connaissons les âges de trente de ces résistantes et résistants. La moyenne d'âge est de trente ans, mais il est à remarquer que plus d'un tiers d'entre eux ont plus de 40 ans, et seulement moins du quart ont moins de 25 ans. Ce qui correspond au profil des agents des réseaux tel que le décrit Guillaume Pollack dans *L'Armée du silence. Histoire*

des réseaux de Résistance en France 1940-1945 (p. 23) : « des hommes et des femmes bien intégrés dans la société de leur temps, souvent mariés avec des enfants, possédant un emploi et un revenu qui permettent de concilier vie officielle et vie clandestine ». On observe aussi que le recrutement est en partie fonctionnaliste : l'agent est utile par sa situation professionnelle ; ainsi sont recrutés des postiers, agents SNCF, ingénieurs chimistes, employés de mairie, cadres de ministère, gendarmes, ou des personnes dont les professions facilitent les déplacements : entrepreneurs, médecins. Mais la faiblesse de l'échantillon oblige à se limiter à ces quelques observations.

Le réseau Vélite-Thermopyles est un réseau de renseignement, ce qui signifie que les résistants qui en font partie recueillent et transmettent des renseignements d'ordres divers. Mais dans le Sénonais, ils contribuent simultanément au sauvetage d'aviateurs quand cela s'avère nécessaire. La réalité est donc complexe car le groupe constitué initialement pour l'évasion et affilié à Comète est resté actif après que Jean de Larebeyrette soit affilié au réseau Vélite-Thermopyles, et a poursuivi le sauvetage d'aviateurs. Dans le Sénonais, le réseau Vélite-Thermopyles est donc à la fois un réseau de renseignement, un réseau de sauvetage et un réseau d'aide logistique au principal maquis implanté dans la région, le maquis FTP Paul Bert.

« (...) des hommes et des femmes bien intégrés dans la société de leur temps, souvent mariés avec des enfants, possédant un emploi et un revenu qui permettent de concilier vie officielle et vie clandestine. »

- **Le renseignement constitue la première activité du réseau**, c'est d'ailleurs officiellement sa seule fonction. Les activités de surveillance du trafic ferroviaire et fluvial ont été très importantes. Les renseignements portent aussi sur les passages et les stationnements des troupes allemandes. Le motif de proposition d'Albert Fandard pour la croix de Guerre est ainsi rédigé : « Fut chargé tout particulièrement en 1944 de la surveillance de l'Yonne et du passage des vedettes et péniches de débarquement ». Henri Marchand, agent SNCF, « a fourni des renseignements très importants concernant tous les trafics, les convois spéciaux, les plans des gares ». On a vu que les renseignements transitaient vers Paris par Jean de Larebeyrette puis par Jacques Loirat et les sœurs Lise et Annette Blosset. À Paris, Jean de Larebeyrette et Catherine Janot les confient à Croland et à la Centrale du réseau qui transmet à Londres.

- **Une activité de contre-espionnage** est exercée sous la forme d'ouverture du courrier et de la prévention des arrestations. Le motif de proposition de Raymond Rossigneux pour la croix de Guerre mentionne son incessante activité de subtilisation des lettres de dénonciation adressées à Sens à la *Feldgendarmerie* et à la *Feldkommandantur* : « a

RÉSEAUX DE RÉSISTANCE DANS L'YONNE

passé ses nuits et tous ses moments de loisirs pendant près de trois ans à surveiller le courrier, décacheter et recoller les enveloppes ».

- **Le sauvetage des aviateurs alliés** demeure une activité importante, bien qu'il ne s'agisse pas d'un réseau d'évasion. Une filière les conduit à Sergines, où ils logent chez le boulangier et chez le docteur Bonnardot, dont la femme parle l'anglais ; de là, ils sont transportés à Fontainebleau, puis à Paris. L'efficacité des filières d'évasion et la solidarité dont elles bénéficient dans une large partie de la population sont mises en évidence par les événements qui suivent la chute d'une forteresse volante, dans l'après-midi du 6 septembre 1943 à La Chapelle-Champigny. L'équipage était composé de dix hommes : cinq d'entre eux périssent carbonisés, les cinq autres sautent en parachute. Quatre d'entre eux sont sauvés par des habitants qui les cachent et leur permettent d'être pris en charge par des réseaux d'évasion³⁷. Le sabotage n'est pas exclu non plus. Plusieurs témoignages, dont celui de Catherine Janot, mentionnent la préparation et la réalisation d'un sabotage de l'écluse de Villeneuve-sur-Yonne, dont nous n'avons pas trouvé trace dans les archives



Henri Marchand

départementales. Les dossiers d'Albert Fandard, de Clotaire Alexandre et d'Henri Marchand mentionnent la fourniture d'informations entrant dans la préparation de sabotages.

- **L'aide logistique aux maquis.** Homologués à la Libération comme agents du réseau Vélite-Thermopyles, tous ces hommes et ces quelques femmes se sont essentiellement comportés comme des résistants sédentaires. Ils ont participé quand ils l'ont pu à la cache et à l'aide aux réfractaires du STO, ils ont aidé les maquis quand c'était possible et nécessaire. André Thorailleur « *a rendu de grands services à la Résistance en ravitaillant le maquis en matériel et en cidre, en enlevant à l'hôpital de Sens un aviateur anglais qu'il a fait évader et gardé chez lui plusieurs jours* »³⁸. Albert Fandard est d'une aide précieuse pour le maquis FTP Paul Bert, ainsi que ses amis André Noue et Maurice Silard. Implanté à quelques kilomètres de Pont-sur-Yonne, dans les bois

de Chatillon, ce maquis FTP, commandé par Constantino Simo, est le plus important et le plus actif des maquis du Sénonais entre juin et août 1944. Le domicile d'Albert Fandard sert de planque aux agents de liaison ou autres responsables qui gagnent le maquis. C'est Albert Fandard qui lave dans sa blanchisserie les vêtements des maquisards. Il réalise avec sa camionnette au moins un transport d'armes à destination du maquis.

Les sources qui nous permettent d'appréhender assez concrètement les réalités de l'implantation du réseau nous conduisent à nuancer l'approche institutionnelle de la Résistance. Distinguant les types d'organisation, elle se fait en fonction de l'appartenance des résistants à un réseau, à un mouvement ou à une organisation paramilitaire, appartenances qui furent officialisées par les démarches administratives faites après la Libération. Indispensable à la reconnaissance des droits et des mérites, utile à une présentation pédagogique des actions de la Résistance, cette approche ne doit pas nous masquer la réalité de la vie et de l'activité de ces résistants sédentaires.

Le réseau n'apparaît pas ici comme une organisation verticale d'agents spécialisés. Les agents sont des résistants sédentaires qui poursuivent leur vie familiale et leurs activités professionnelles, se connaissent et se rencontrent, et participent de fait à des actions diverses, relevant parfois de diverses organisations, que d'ailleurs ils ne connaissent pas toujours. Ainsi font-ils du renseignement quand l'occasion s'en présente, du sabotage et de l'aide au maquis, du sauvetage d'aviateurs aussi.

La mémoire communiste ayant prévalu dans l'Yonne pendant plusieurs décennies, la résistance des réseaux est restée dans l'ombre, d'autant plus que nombre de ses agents étaient des femmes et des hommes de droite. À la Libération, des conflits violents se sont fait jour et des rumeurs malveillantes ont couru. Fernand Loirat et Albert Fandard ont été à Pont-sur-Yonne l'objet d'une campagne hostile de la part du Parti communiste qui les présentait comme des collaborateurs, surtout Fernand Loirat dont les activités de résistance étaient restées secrètes alors qu'il dirigeait la Délégation spéciale. À Sens, des rumeurs malveillantes circulèrent à propos du docteur Lanceau et de Clotaire Alexandre. L'origine de ces dernières est aujourd'hui connue : Alexandre était sur le point de démasquer le traître Henri Dupré, infiltré au sein de l'état-major FFI, et ce dernier cherchait à l'éliminer. •

Notes

1. Stéphane Longuet et Nathalie Genet-Rouffiac, *Les réseaux de renseignement de la France combattante*, SHD- Economica, 2007, pp. 758-761.

2. Né le 17 mai 1913 à Paris, Raymond Croland était professeur agrégé de biologie à l'École normale supérieure. Il avait servi dans la DCA durant la campagne de 1940. Arrêté à l'ENS suite à la trahison d'une agente de liaison, le 14 février 1944, il fut déporté et mourut à Salzwedel le 9 avril 1945. SHD, GR 16 P 151323.

3. Pierre Piganiol, né le 10 janvier 1915 à Chambéry, était professeur agrégé de chimie à l'ENS de la rue d'Ulm. Il avait servi dans la DCA durant la campagne de 1940 et pris part à la

défense des ponts de la Seine. Il échappa à l'arrestation en février 1944 et poursuivit son action dans la clandestinité. Il fut l'officier liquidateur du réseau Vélite-Thermopyles.

4. Né le 16 avril 1892 à Sarran en Corrèze, ancien combattant de la Grande Guerre, Albert Mercier était professeur à l'École normale supérieure de Saint-Cloud. Après la réquisition de cette école par l'occupant, il fut accueilli pour poursuivre ses recherches au laboratoire de l'ENS de la rue d'Ulm. En mai 1943, il crée un groupe de sabotage et devient le responsable Action du réseau. Avec son épouse et leurs deux fils, il joue un rôle actif dans la mise en place du maquis du maquis de Sérandon (ou de Neuvic) en Corrèze.

5. Trois catégories d'agents furent retenues lors de l'homologation au sein des réseaux : les agents P0 (activité occasionnelle), P1 (activité continue sous couvert d'une occupation personnelle), P2 (activité permanente, intégralement consacrée au réseau).

6. François Marcot, Bruno Leroux et Christine Levisse-Touzé (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Robert Laffont, 2006.

7. Guillaume Pollack, *L'Armée du silence. Histoire des réseaux de Résistance en France 1940-1945*, Tallandier/Ministère des Armées, 2022.

8. Mes sources sont pour l'essentiel le dossier du réseau conservé au Service historique de la Défense à Vincennes (SHD, GR 17 P 228), le dossier du réseau conservé aux Archives nationales (72 AJ/81) et les dossiers individuels de membres icaunais du réseau conservés dans la série GR 16 P du SHD à Vincennes et cités en notes.

9. SHD, GR 16 P 162 723. Sur le parcours de résistante de Catherine Janot, voir la notice qui lui est consacrée dans le CD-rom *La Résistance dans l'Yonne*, ARORY-AERI, 2004 et Joël Droglond : *Catherine Janot, une femme en résistance*, Bulletin de la Société archéologique de Sens, Tome XIII, à paraître en 2023.

10. SHD, GR 16 P 512474. Engagé dans la résistance dès 1940, le père Michel Riquet fut membre du réseau Hector, du réseau d'évasion Comète et de plusieurs mouvements. Arrêté le 18 janvier 1944, il fut déporté à Mauthausen et Dachau, dont il revint. Après la guerre, ses sermons furent retransmis à la radio. Il est décédé en 1993.

11. SHD, GR 16 P 24827. Né le 4 juin 1899, Robert Aylé était directeur d'une société de gardiennage d'usines. Agent P2 du réseau Comète depuis janvier 1943, il fut arrêté le 7 juin 1943, condamné à mort le 15 mars 1944 et fusillé au Mont-Valérien le 28 mars.

12. SHD, GR 16 P 166410. Née en Belgique le 30 novembre 1916, Andrée de Jongh est la fondatrice du réseau Comète. Elle assura des dizaines de convois d'aviateurs jusqu'en Espagne. Arrêtée le 13 janvier 1943, elle fut déportée et revint de déportation. Son père Frédéric, né le 13 octobre 1887, la seconda et lui succéda à la tête du réseau. Il fut fusillé au Mont-Valérien le 23 mars 1944 (SHD, GR 16 P 166411).

13. AJ/81 : Témoignage et rapport d'activité de Catherine Janot recueillis par Jeanne Patrimoine le 24 juin 1946.

14. SHD, GR 16 P 168140 et GR 28 P4 289/69. Voir la notice qui lui est consacrée dans le CD-rom *La Résistance dans l'Yonne*, AERI-ARORY, 2004.

15. Né en 1914, Pierre Lanceau est homologué dans le réseau à la date du 1^{er} août 1943. SHD, GR 16 P 335074.

16. Dossier individuel de Clotaire Alexandre : SHD, GR 16 P 6999 ; dossier de son épouse Suzanne, née en 1907 à Sens : GR 16 P 7122 ; dossier de leur fils Jacques, né le 22 janvier 1932 à Sens : GR 16 P 7031.

17. Né à Villiers-Louis, village proche de Sens, en 1912. SHD, GR 16 P 570336.

18. Né le 12 mai 1914 à Sens. SHD, GR 16 P 229960.

19. SHD, GR 16 P 25566. Né à Étigny le 1^{er} mai 1922, réfractaire au STO, Robert Babillon est homologué membre du réseau à la date du 12 février 1943. Mais il n'a pas pu y être actif dans la mesure où

il a été arrêté à la frontière espagnole le 14 février 1943, déporté le 25 avril 1943 et rapatrié le 4 juin 1945.

20. SHD, GR 16 P 159441.

21. Né en 1902. SHD, GR 16 P 245003.

22. SHD, GR 16 P 521068. Né le 17 septembre 1896 à Paris.

23. SHD, GR 16 P 264519. Né le 8 janvier 1908, gendarme dans l'Aube puis à Sens à partir du 16 janvier 1944. À la lecture de son dossier, on s'explique mal son homologation au sein du réseau Vélite-Thermopyles car la seule activité mentionnée est celle d'agent de liaison au maquis Verneuil, dans le Morvan, dans la seconde quinzaine d'août 1944.

24. Ces douze résistants sont membres homologués du réseau. Mais ils n'ont pas de dossier individuel à leur nom, n'ayant sans doute pas fait de demande de reconnaissance de services. Nous connaissons leur âge et le lieu de leur domicile qui figurent sur les listes d'homologation, mais nous ne savons rien sur leurs professions et leurs activités.

25. SHD, GR 16 P 375086.

26. SHD, GR 16 P 215639. Né le 12 décembre 1892 à Pont-sur-Yonne. Son dossier est presque vide. Voir la notice qui lui est consacrée dans le CD-rom *La Résistance dans l'Yonne*, AERI-ARORY, établie grâce au témoignage et aux archives de sa fille, Camille.

27. SHD, GR 16 P 391905 et 28 P 4 182 (92). Né le 5 octobre 1916 à Pont-sur-Yonne, marié, deux enfants.

28. SHD, GR 16 P 270016. Né le 11 septembre 1890 en Haute-Marne.

29. SHD, GR 16 P 238974. Né le 5 juillet 1922, Paul Gaillard était métreur. Son dossier d'agent du BCRA (GR 28 P 4 181/95) nous apprend qu'il a servi au titre de la DGER (qui succède au BCRA) « entre 1944 et 1945 », mais malheureusement, il n'a pas rempli la partie concernant ses activités de résistance !

30. SHD, GR 16 P 170095. Né le 24 avril 1921 à Pont-sur-Yonne, Pierre Deleuze était ingénieur chimiste. Il devient agent P2 le 1^{er} novembre 1943. Agent de la DGER, il sera cité à l'ordre de la division. Son activité a donc dû être importante, mais malheureusement son dossier est quasiment vide.

31. SHD GR 16 P 375088 et 28 P 4 180/48.

32. Arch. Nat. 72 AJ/81. Témoignage de Lise Blosset recueilli par Marie Granet le 26 mars 1947. SHD, GR 16 P 65016.

33. Arch. Nat. 2 AJ/81. Témoignage d'Annette Blosset recueilli par Marie Granet le 14 mars 1947.

34. Une Délégation spéciale avait été nommée, avec à sa tête M. Fraigneux, que Catherine Janot présente comme un « ancien de la Coloniale, anglophobe et pétainiste » !

35. SHD, GR 16 P 3713 et 28 P 4 180/49. Né à Courtenay le 17 juin 1901. Il habite Auxerre mais se rend souvent à Paris pour des raisons professionnelles. De lourdes accusations sont portées à son encontre, escroquerie, négligence et incurie dans son service, détournement de fonds, qui conduisent à sa révocation et à une demande de sanctions par le chef du réseau, dont nous n'avons pu connaître l'issue.

36. Né le 4 août 1905 dans les Ardennes. Agent P2 en juin 1943, il a dû avoir des responsabilités, mais il ne nous est connu que par une déposition incluse dans le dossier consacré à Jacques Agenie.

37. Voir le récit complet de l'événement dans le CD-rom *La Résistance dans l'Yonne*, AERI-ARORY, 2004.

38. Il s'agit de Jack Marsden, blessé dans l'attaque du maquis Bourgogne le 15 mai 1944 et enlevé de l'hôpital par un groupe de résistants le 12 juin suivant. Voir le récit de l'événement dans le CD-rom *La Résistance dans l'Yonne*, AERI-ARORY, 2004, et surtout le beau site que lui a consacré sa fille, Jack Marsden's escape story : https://www.tripline.net/trip/Jack_Marsden%27s_RAF_escape_story-676320503553100385E6DB887ABB4543.

Qui est l'auteur du meurtre du premier soldat allemand tué dans l'Yonne ?

- CLAUDE DELASSELLE -

Un mystérieux attentat contre un collaborateur

Lundi 10 mai 1943, vers 22 h : Maurice Pandolfi, dit « Gueule en or »¹, collaborateur notoire de Joigny, rentre chez lui en camionnette. À environ 900 mètres de sa ferme de Beauregard, il ressent un choc, s'arrête et descend du véhicule. Il aperçoit à la lumière des phares trois fils de fer tressés qui barrent la route, placés à 50 cm de hauteur, fixés à un arbre de chaque côté. Il prend un outil et coupe les fils de fer. À ce moment-là, un individu caché dans le fossé, non loin de là, s'enfuit. Pandolfi rentre chez lui.

À 23h 15, il entend son chien aboyer ; il sort sur la route, qui est juste à côté de la ferme, pour voir ce qui se passe. Un homme caché dans le fossé tire sur lui quatre coups de feu, sans l'atteindre, et s'enfuit. Pandolfi téléphone aux gendarmes de Joigny qui arrivent aussitôt. Une rapide inspection des lieux ne donne rien.

Découverte d'un soldat allemand tué

Le lendemain matin 11 mai, les gendarmes de Joigny reviennent. En fouillant les alentours de la ferme dans l'espoir de trouver des indices, les gendarmes ont la surprise de découvrir, à 500 mètres environ de la ferme, à l'orée des bois le long de la route reliant Joigny à Cerisiers, le cadavre d'un soldat allemand. Celui-ci porte une blessure au bras droit, il a reçu plusieurs balles dans la poitrine et une dans la tempe, tirées à bout portant, sans doute avec le revolver du soldat, que les recherches ne permettent pas de retrouver.

Ce même 11 mai, vers 11 h du matin, une fillette de 13 ans est accostée sur la route à environ 500 mètres de là par un individu qui lui arrache sa musette contenant de la nourriture et s'enfuit. Elle prévient ses parents qui alertent les gendarmes. Ceux-ci, accompagnés du commissaire René Grégoire² et de l'inspecteur Crette, reviennent pour enquêter. C'est René Grégoire lui-même qui conduit la fouille des lieux. Vers 17 heures, Grégoire et Crette arrivent, dans les bois non loin de là, près d'une roulotte où vit un couple de marginaux assez âgés. La fouille de la roulotte ne donne rien mais, dans une cabane proche, Grégoire et Crette découvrent un jeune homme caché sous un grabat. Celui-ci se laisse conduire sans opposer de résistance au commissariat de police de Joigny³.

Le suspect avoue

L'interrogatoire permet rapidement d'identifier le jeune homme arrêté : il s'agit de Pierre Piart, né le 18 avril 1924 à Joigny, célibataire, sans profession ni domicile fixe. Il est connu des services de police pour avoir commis un vol dans la ferme de Pandolfi, dont il a été un temps l'employé. Pour cela, il a été condamné en juillet 1940 pour vol par le tribunal de Joigny et, en raison de son âge (il avait alors 16 ans), a été confié au patronage « Enfance et Adolescence », rue Réaumur à Paris, puis placé quelques mois plus tard chez des cultivateurs. Il a quitté sans autorisation son dernier employeur, dans la Haute-Marne, en juillet 1942 et il est revenu se cacher dans la forêt proche de Joigny, où ses parents habitent dans une roulotte, et vit depuis d'expédients et de larcins.

Au cours de l'interrogatoire, Pierre Piart reconnaît que c'est lui qui a tendu les fils de fer sur la route près de la ferme de Beauregard et tiré quatre coups de feu sur le sieur Pandolfi avec un fusil de guerre, qu'il affirme avoir trouvé il y a quelques mois dans la forêt, pour se venger de la condamnation subie en juillet 1940. Il avoue aussi être l'auteur de l'agression sur la fillette dans la matinée du 11 mai. Et, après avoir nié, il finit par avouer être l'assassin du soldat allemand. Il explique que le 10 mai, vers 20 heures, il avait quitté la cabane où il vivait, en emportant le fusil et quelques balles et s'était dirigé en direction de la ferme de Pandolfi. Il ajoute que, chemin faisant, il avait eu l'idée de tuer la première personne qui passerait sur la route pour la dévaliser. Il a vu arriver vers 20 h 45 ou 21 h, venant de Dixmont, un soldat allemand en vélo : il a tiré avec le fusil sur le soldat qui est tombé sur la route, touché au côté droit. Il a alors pris le pistolet du soldat et l'a achevé d'une balle dans la tempe droite, puis lui a tiré six autres balles dans le corps. Il a ensuite fouillé le cadavre et dérobé une serviette en cuir et un sac de toile contenant des œufs, du beurre, du pain. Il a emporté ces vivres, ainsi qu'un porte-feuille, un porte-monnaie et deux pistolets automatiques de calibre

Et, après avoir nié, il finit par avouer être l'assassin du soldat allemand.



René Grégoire

7,65 et 6,35 (les sept douilles qui ont été trouvées près du corps sont du 7,65). Il raconte qu'il a ensuite traîné le corps dans les bois, à quelques mètres de la route et posé la bicyclette contre un arbre. Il a caché les objets volés dans une cabane proche puis est allé tendre les fils de fer sur le chemin de la ferme de Beauregard. Plus d'une heure après, il a tiré sur Pandolfi. Il prétend avoir jeté le fusil de guerre et les deux pistolets dans une mare dans la forêt et avoir brûlé les objets volés, sauf les victuailles bien sûr, qu'il a mangées.

Enquête policière

Les gendarmes vont alors essayer de retrouver les armes et les objets volés. Des recherches approfondies sont faites : on fait venir une moto-pompe qui assèche à moitié la mare, puis les gendarmes ratissent longuement le fond de la mare, sans résultats. Ils sondent d'autres mares, fouillent la roulotte de ses parents et de nombreuses cabanes des environs, toujours sans résultats. Par contre, ils arrêtent quelques jours plus tard un certain Arthur Ferret, demi-frère de Pierre Piart, pour détention d'un fusil de chasse et de cartouches. Ferret est incarcéré avec Pierre Piart à la prison d'Auxerre, comme l'atteste le registre d'écrou⁴ : Pierre Piart entre à la prison le 14 mai, Arthur Ferret le 17.

Les policiers notent que les membres de la famille Piart « paraissent professer des idées communistes, sans toutefois les manifester ouvertement », mais ne semblent guère y attacher d'importance. Selon l'inspecteur de la Sûreté qui mène l'enquête, « il n'était pas dans les intentions de Piart de tuer un militaire allemand, mais la première personne rencontrée sur cette route forestière ou dans la forêt, où il vivait à l'état sauvage depuis plusieurs mois ». Et Grégoire conclut : « Ce n'est pas un crime politique mais un crime de droit commun, ayant pour but le vol ». L'enquête est donc vite close : le mobile (pour Pandolfi comme pour le soldat allemand) est crédible, les aveux sont circonstanciés et précis ; on tient le coupable. Pierre Piart est donc condamné à mort par le tribunal militaire allemand d'Auxerre pour le meurtre d'un soldat allemand et fusillé au champ de tir d'Égriselles-Venoy, le 1^{er} juin 1943⁵.

Mais l'affaire rebondit après la Libération...

Après la Libération, au printemps 1945, ont lieu les procès de collaborateurs, dont celui de René Grégoire. Au cours de son procès devant la cour de justice de l'Yonne, lorsqu'est évoquée l'exécution de Pierre Piart, un témoin inattendu demande à déposer. Il s'agit d'André Cornillon, un des responsables du Front national de l'Yonne pendant l'Occupation, alors conseiller municipal d'Auxerre et président du CLL (Comité local de libération) d'Auxerre. Cornillon affirme devant le tribunal que le soldat allemand abattu le 10 mai 1943 l'a été par trois réfractaires au STO (Service du Travail Obligatoire, instauré par le gouvernement de Vichy en février 1943), dont le demi-frère de Pierre Piart, Arthur Ferret, et que Pierre Piart, trouvé en possession du revolver de son frère, s'est accusé pour le sauver. Il ne s'agirait donc pas d'un crime de droit commun mais bien d'un acte de résistance, le premier attentat réussi dans l'Yonne contre un soldat allemand.

En fait, cette affirmation n'est guère crédible. Arthur Ferret a bien été incarcéré le 17 mai dans la partie allemande de la prison d'Auxerre sous l'inculpation de « détention d'armes », mais il ne pouvait être réfractaire au STO puisqu'il était né en octobre 1910 et que le STO ne concernait que les jeunes des classes 1920 à 1924. Il a par ailleurs été libéré dès le 19 juin 1943, ce qui est très étonnant car les Allemands ne badinaient pas à cette époque avec le délit de détention d'armes : c'était au mieux une peine de plusieurs années de prison, ou la déportation, même pour un fusil de chasse, à plus forte raison encore pour un revolver. Mais le rapport de police ne parle pas d'un revolver trouvé en possession de Ferret mais d'un fusil de chasse, et nous ne savons pas pourquoi Ferret s'en est tiré à si bon compte.

Il s'agit en fait d'une action de la résistance FTP icaunaise

Une troisième version a par la suite été avancée, beaucoup plus vraisemblable, mais qui soulève quand même quelques questions. Elle a été fournie par Robert Loffroy⁶, qui a recueilli longtemps après la guerre les témoignages de deux anciens membres du maquis Vauban, Levon et Belnot, et c'est cette version qui sera reprise par Robert Bailly dans ses ouvrages⁷. Il s'agit en fait d'une expédition punitive contre Pandolfi menée par trois résistants FTP, René Blondeau (« Petit René »), Belnot (« Michel ») et Émile Philippot junior, membres du maquis FTP Vauban qui se trouvait alors installé dans une maison forestière près de Bellechaume, en forêt d'Othe. Ces trois FTP sont allés à pied à la ferme de Beauregard, ont tiré sur Pandolfi et l'ont raté. Robert Bailly raconte : « C'est en revenant de nuit que les FTP font la rencontre d'un sous-officier allemand à bicyclette qui les interpelle ». Émile Philippot, « avec sang-froid et rapidité » l'abat alors d'un coup de revolver. Les trois FTP s'emparent de ses papiers, du ravitaillement qu'il transportait et de son revolver Mauser 9 mm.

Des incertitudes subsistent

Cette version des faits a le mérite d'expliquer pourquoi les gendarmes et policiers n'ont jamais retrouvé les affaires et

ENQUÊTE

les armes du soldat allemand tué. Mais s'il s'agit de la bonne version des faits, ce qui semble être le cas, il faut donc supposer que, par un étonnant hasard, ces trois maquisards ont tenté d'assassiner Pandolfi le soir même où Piart avait monté sa minable embuscade avec des bouts de fil de fer pour stopper sa voiture. Pourquoi Piart n'a-t-il pas tiré à ce moment-là ? Est-ce parce que le fameux fusil de guerre, qu'on n'a jamais retrouvé, n'existait que dans son imagination (ou dans celle des policiers qui lui auraient soufflé ses aveux...) ? On comprend mal aussi comment les trois FTP, embusqués dans un fossé près de la maison, aient pu rater Pandolfi (mais il est vrai qu'à plus de 23 heures, il faisait alors tout à fait nuit).

Par ailleurs, les rapports de police ne parlent pas d'un sous-officier, mais d'un simple soldat. Il paraît assez bizarre que ce militaire allemand, parti en vélo de Joigny pour aller chercher des œufs et du beurre dans des fermes des environs (il y a plusieurs hameaux ou fermes isolées entre Joigny et Dixmont), revienne à une heure aussi tardive. En effet, si la version du meurtre du soldat allemand par les trois FTP, après l'attentat raté contre Pandolfi, est la bonne, il ne peut avoir eu lieu qu'à 23 h 20 au moins, donc en pleine nuit. Là, par contre, Émile Philippot se serait montré remarquablement adroit pour atteindre du premier coup, dans l'obscurité, une cible mobile ! Robert Bailly écrit que le « sous-officier » allemand aurait « interpellé » les trois maquisards ; c'est possible, le militaire allemand devait être surpris de voir trois hommes marcher le long de la route à une heure aussi tardive. Mais il est possible aussi que les trois gars du Vauban, surpris par l'arrivée inopinée d'un militaire allemand en vélo, lui aient tiré dessus sans attendre sa réaction. De toute façon, en vélo, il aurait eu du mal à dégainer rapidement son pistolet.

Il semble donc plus probable que le déroulé de cette affaire soit le suivant : les trois maquisards, qui étaient en route avec pour mission de tuer Pandolfi, ont rencontré par hasard ce soldat allemand vers 21 h, à une heure où, en mai, il fait encore un peu jour, et l'ont tué. Ensuite, deux hypothèses sont envisageables. Ou bien c'est Pierre Piart qui, excité par ces coups de feu, ou peut-être après avoir rencontré et parlé avec les trois FTP, a décidé de monter une sorte d'embuscade à la ferme de Beauregard vers 22 h, puis est revenu près de la ferme et a tiré quatre coups de fusil en direction de Pandolfi vers 23 h 15, et l'a raté. Mais dans ce cas cela veut dire que les trois maquisards, après avoir tué le soldat allemand et s'être emparés de ses armes et de ses provisions, se sont retirés en renonçant à leur mission initiale. Deuxième hypothèse, Pierre Piart s'est contenté de dresser une embuscade dérisoire contre Pandolfi vers 10 heures puis, une heure plus tard, ce sont les maquisards qui sont venus près de la ferme de Pandolfi et ont tiré sur lui. Mais dans ce cas, pourquoi auraient-ils attendu si longtemps, alors que les lieux sont proches et que Pandolfi était rentré chez lui dès 22 heures ? La première hypothèse (les gars du Vauban sont repartis après le meurtre du soldat allemand sans tenter d'accomplir leur mission initiale) paraît donc plus vraisemblable.

Autre élément problématique, l'arme prise sur le corps du soldat allemand. Les rapports de police ne parlent pas d'un Mauser 9 mm mais de deux pistolets 7,65 et 6,35 mm et les sept douilles retrouvées près du corps sont du 7,65. Le rapport de police est formel, le corps du soldat allemand a bien été criblé de sept projectiles dont plusieurs tirés à bout portant. Il est donc vraisemblable que l'un des FTP s'est emparé de l'arme du soldat blessé gisant dans le fossé et l'a achevé à bout portant de plusieurs tirs.

Une arme compromettante

Plus étonnante encore est la destinée de l'arme (ou l'une des armes) saisie par les maquisards sur le corps du soldat allemand. En effet, dans ses Mémoires, Robert Loffroy raconte, page 134, que deux semaines plus tard, quatre maquisards du maquis FTP Vauban, Belnot, Chaussenot, Déry et Émile Philippot ont été arrêtés dans un café de Briennon par les gendarmes du lieu qui enquêtaient sur un vol de sucre commis la nuit précédente (le 26 mai) à la sucrerie de Briennon. Robert Loffroy écrit : « *Les maquisards, tous quatre armés de pistolets, auraient pu aisément neutraliser les gendarmes, mais Belnot, qui dirigeait les opérations, décidait de déposer les armes en expliquant qu'ils n'étaient pour rien dans ce vol* ⁸ . *Les gendarmes les ont gentiment invités à les accompagner à la gendarmerie, en leur disant que tout allait s'arranger* ».

Mais voilà qu'arrive à la gendarmerie de Briennon un lieutenant de gendarmerie venant de Joigny, beaucoup moins compréhensif, suivi bientôt par René Grégoire lui-même et « toute sa suite ». Grégoire, convaincu qu'il s'agit bien des voleurs de sucre, les fait conduire à Auxerre et les interroge. Il confisque les armes trouvées sur les maquisards, parmi lesquelles se trouve le pistolet récupéré sur le soldat allemand tué le 10 mai. Les quatre maquisards sont jetés en prison, dans la partie française, réservée aux auteurs de délits de droit commun, et non dans la partie allemande, celle des auteurs de délits punis par l'armée d'occupation ⁹ . Et Grégoire ne souffle mot aux Allemands du fameux pistolet... Loffroy poursuit : « *Quelques jours plus tard, les quatre maquisards passaient devant un tribunal (français) pour un soi-disant vol d'essence. Chaussenot bénéficia d'un non-lieu, Belnot et Déry connaissaient encore quelques jours d'incarcération avant d'être libérés. Seul Philippot, réfractaire au STO, prit la direction de l'Allemagne* » ¹⁰ .

Ainsi René Grégoire, chef de la police française de l'Yonne, tout en sachant parfaitement d'où provenait ce pistolet, a choisi de ne pas en parler aux Allemands et de faire échapper les quatre maquisards à la justice militaire allemande, qui se serait montrée sans aucun doute infiniment moins indulgente. Loffroy en conclut : « *Sans doute Grégoire avait-il déjà senti tourner le vent de l'histoire et que bientôt lui serait demandé des comptes sur son comportement criminel pendant l'occupation allemande* ».

Mais il y a peut-être aussi une autre explication à la mansuétude étonnante dont a fait preuve Grégoire en cette occasion envers des résistants communistes. Si Grégoire avait remis le pistolet aux Allemands et leur avait livré les

quatre maquisards, il aurait dû admettre qu'il s'était trompé concernant Pierre Piart, et donc soit reconnaître son incompetence, soit avouer qu'il avait sciemment accusé un innocent pour couvrir une action de la Résistance. Dans tous les cas, aux yeux des Allemands, son autorité aurait été amoindrie et sa position serait devenue délicate. Mais il ne s'est pas vraiment expliqué sur cette affaire lors de son procès, qui fut, il faut bien le dire, mené entièrement à charge, alors que cela aurait pu constituer un des éléments de sa défense.

Un coupable bien commode

Reste à expliquer pourquoi la police française a facilement accepté (ou sollicité...) les aveux de Pierre Piart, alors que sa version des faits était pour le moins peu solide, faute de preuves, les policiers n'ayant retrouvé aucune des armes dont il avait fait mention, ni les vivres et objets pris sur le soldat mort. Lors du colloque organisé à Auxerre par l'ARORY en 2008, Roger Pruneau ¹¹ a donné l'explication la plus vraisemblable : « *Le maire de Joigny, craignant des représailles, est intervenu immédiatement auprès de la police française. En imputant l'exécution à ce jeune marginal, on évitait d'en faire un acte de résistance* ». Il faut bien reconnaître que les policiers semblent se hâter de mettre tout sur le dos de Piart. Ce marginal un peu simplet faisait un coupable bien commode. Pierre Piart, sans se rendre compte sans doute de ce qui l'attendait, a avoué tout ce qu'on voulait. Le maire de Joigny et les policiers français ont donc chargé ce jeune homme en sachant, ou en se doutant fort, que ce n'était pas lui le vrai coupable. Mais ce n'était qu'un « marginal », après tout, et il fallait éviter des représailles possibles de la part des Allemands...

Ainsi la police française de l'Yonne, avec à sa tête René Grégoire, que les communistes icaunais ont toujours accusé d'avoir été un collaborateur servile des Allemands, s'est efforcée de camoufler un acte de résistance en délit de droit commun. Mais peut-être aussi que cela arrangeait les Allemands, à cette époque où la résistance armée n'en était qu'à ses tous débuts, de croire, ou de laisser croire qu'il s'agissait d'un crime de rumeur et non d'un acte de « terrorisme », ce qui aurait été admettre qu'il y avait, déjà à cette époque, une résistance armée dans l'Yonne...

Et c'est ainsi que le nom de Pierre Piart, qui n'était ni résistant et ni très certainement l'auteur du meurtre du premier soldat allemand tué dans le département de l'Yonne, figure au fronton de la stèle des fusillés d'Égriselles-Venoy et qu'il est honoré de ce fait chaque année comme un des martyrs de la Résistance icaunaise.

Mort d'un collaborateur

Quant à Pandolfi, il a été exécuté le 15 janvier 1944 par un groupe FTP commandé par Maurice Sellier (« Michel »). Alors que Pandolfi arrivait vers 10 h du matin près de sa ferme au volant de sa camionnette, Maurice Sellier tira une rafale de mitraillette, blessant Pandolfi. Celui-ci fut ensuite achevé sur son siège à coups de revolver. Mais il avait dressé une liste de résistants de la région ce qui permit à la police



La stèle des fusillés d'Égriselles, près d'Auxerre [le nom de Piart apparaît en deuxième position pour l'année 1943].

allemande de procéder dans les jours suivants à plusieurs arrestations de résistants à Joigny, dont Jean Hémerly, arrêté le 25 janvier. L'enterrement de Pandolfi, le 18 janvier à Guerchy (où sa femme possédait des terres et des maisons), fut mouvementé. Un rapport fait par René Grégoire, daté du 21 janvier 1944, précise ¹² : « ... *des individus, au cours de la nuit précédente, ont enlevé les roues du corbillard. D'autre part, après s'être introduits dans l'église, ils ont détérioré les soufflets de l'harmonium et enlevé les battants des cloches, et ont apposé un écriteau à la porte de l'église, ainsi conçu : « Dieu n'accepte pas les traîtres... »*. Selon ce même rapport, le corps de Pandolfi fut transporté au cimetière par une voiture allemande, accompagné de deux *Feldgendarmes* et quatre soldats de la *Wehrmacht*, en présence d'une quinzaine d'autres personnes (dont Robert Loffroy, dans ses Mémoires, affirme qu'une seule était de Guerchy). •

Notes

1. Maurice Pandolfi est né le 20 juillet 1904 à Paris. Pendant l'Occupation, il est cultivateur et exploite la ferme de Beauregard, située sur la côte Saint-Jacques, en bordure de la forêt d'Othe, sur la commune de Joigny. Il est surtout connu comme chef de section du PPF (Parti populaire français, créé par Jacques Doriot, un des principaux partis collaborationnistes) et considéré dans la région comme un des collaborateurs les plus déterminés et dangereux des Allemands. Son surnom de « Gueule en or » vient des couronnes en or de sa dentition.

2. Né en 1895, ancien combattant de la Grande Guerre, blessé et décoré de la croix de Guerre, René Grégoire est nommé en juin 1941 commissaire spécial, chef des services des Renseignements généraux de l'Yonne ; en février 1943, il est chargé de la direction de l'ensemble des forces de police de l'Yonne. C'est donc lui qui dirige toutes les opérations menées par la gendarmerie et les corps francs contre la résistance icaunaise, souvent en coopération avec les autorités allemandes. Mais en même temps, il entretient des relations suivies avec plusieurs responsables de la Résistance dans l'Yonne, en particulier Henri Cronier et Marcel Choupot (qui sera le premier chef départemental des FFI, au printemps 1944). À la Libération, il est arrêté le 25 août 1944 et

ENQUÊTE

emprisonné à Auxerre. Son procès s'ouvre au début avril 1945 devant la cour de justice de l'Yonne. Bien que sa défense ait fait état de ses contacts avec la Résistance, il est condamné à mort le 20 avril 1945 et fusillé près d'Auxerre le 5 juin (Arch. dép. Yonne, 6 W 25470 et CD-Rom *La Résistance dans l'Yonne*, Drogland Joël, notice René Grégoire).

3. Arch. dép. Yonne, 1 W 100, PV de la gendarmerie de Joigny.

4. Arch. dép. Yonne, 33 J 18. Arthur Ferret, né le 18 octobre 1910, était ouvrier terrassier à Joigny.

5. Service Historique de la Défense, Vincennes, archives des tribunaux militaires allemands, GR 28 P 85 (30)

6. Robert Loffroy, jeune agriculteur de Guerchy, près d'Auxerre, et militant communiste, est entré très tôt dans la Résistance.

Après avoir échappé de justesse à l'arrestation fin janvier 1944, il passe dans la clandestinité et devient recruteur FTP pour la partie nord de l'Yonne. À la mi-juin 1944, il est nommé commissaire aux opérations régionales et devient ainsi le chef militaire des FTP de l'Yonne jusqu'à la Libération. Il a laissé des mémoires manuscrites très précieuses pour l'histoire de la résistance communiste de l'Yonne, qui ont été éditées par l'ARORY en 2014 sous le titre *Mémoires d'un résistant et militant communiste de l'Yonne*.

7. Robert Bailly, instituteur et résistant communiste de l'Yonne, a rédigé à partir des années 1970 plusieurs ouvrages sur la Résistance icaunaise (dont le plus connu et le plus complet, édité

par l'ANACR-Yonne en 1990, est intitulé *Si la Résistance n'était contée*), largement inspirés des mémoires de Robert Loffroy.

8. En fait, c'étaient bien les gars du maquis Vauban qui, confrontés à de grosses difficultés pour se ravitailler, avaient cambriolé la veille au soir la sucrerie de Briennon et en avaient rapporté de grosses quantités de sucre, qu'ils ont mangé ou échangé contre d'autres vivres.

9. Dès le début de l'Occupation, les Allemands avaient réquisitionné une des trois ailes (celle qui est la plus proche de l'avenue Charles de Gaulle actuelle) de la prison d'Auxerre pour y détenir les personnes qui contrevenaient à leurs ordres, et plus tard les résistants ; les deux autres ailes, destinées aux délinquants de droit commun, restaient sous l'autorité des gardiens français de la prison.

10. Selon son propre témoignage, Émile Philippot a réussi à sauter du train qui l'emmenait en Allemagne et a rejoint un maquis en Côte-d'Or.

11. Roger Pruneau s'est engagé très jeune au maquis FTP sénonais Paul Bert ; après avoir pris sa retraite d'instituteur, il a effectué de minutieuses recherches aux archives et rédigé un volumineux ouvrage intitulé *Contribution à la connaissance de l'histoire du département de l'Yonne pendant la guerre 1939-1945* (ADY 2F 479), dans lequel il conteste de nombreuses assertions contenues dans les ouvrages de Robert Bailly.

12. Arch. dép. Yonne, 1 W 107.

COMPLÉMENTS ET DOCUMENTATION

Suite à l'affaire d'Étais-la-Sauvin

- CLAUDE DELASSELLE -

Dans le numéro 45 du bulletin Yonne-Mémoire, paru en mai 2021, après avoir raconté l'arrestation mouvementée des époux Hugenschmidt, dans la nuit du 24 au 25 juin 1944 dans le village d'Étais-la-Sauvin, j'avais avoué notre ignorance quant à leur sort après leur capture par les maquisards et leur transfert au maquis du Bois-Blanc.

Grâce à l'opiniâtreté de M. André Hugenschmitt (très lointain parent de Camille Hugenschmidt) qui mène des recherches sur cette affaire depuis plusieurs années, nous savons maintenant de façon certaine que Camille Hugenschmidt et son épouse, Émilie Louise, ont été exécutés au maquis et inhumés sur le territoire de la commune de Druyes-les-Belles-Fontaines.

Dans un procès-verbal dressé le 8 décembre 1945, Léandre Chafaux, maréchal des logis-chef et Paul Bouissou, gendarme à la résidence de Courson-les-Carrières, indiquent avoir été « informés par une personne désirant conserver

l'anonymat que deux espions d'Étais (Yonne) étaient entrés dans les bois chevauchant les trois communes de Druyes, Molesmes et Courson (...). Le 2 décembre, au cours de nos recherches, nous avons acquis la certitude que les corps de ces deux individus avaient été inhumés au lieu-dit « Le petit Chêne », territoire de la commune de Druyes... ». Deux personnes « désirant conserver l'anonymat », l'une ayant participé à l'exécution, l'autre à l'inhumation, les ont accompagnés pour l'exhumation prévue le 8 décembre. En présence du maire, M. Roux, et du garde champêtre de Druyes, le fossoyeur a exhumé les ossements de deux corps et quelques lambeaux de vêtements. Ces restes ont été ensuite transférés dans le cimetière communal de Druyes¹.

D'après les déclarations des deux témoins anonymes, qui avouent ne pas se souvenir des dates précises, l'exécution se serait déroulée dans les premiers jours de juillet 1944 et l'inhumation n'aurait eu lieu que plusieurs jours plus tard, « attendu que les corps étaient déjà fortement décomposés ». Or on sait que le « maquis Dédé » (Maquis 3 du Service national Maquis) a livré le 3 juillet 1944 le combat du Bois-Blanc et a décroché dans la nuit en direction du hameau

des Champs-Gras, sur la commune de Mailly-le-Château. Qu'ensuite il est parti, vers le 9 juillet, s'installer près de Trucy-l'Orgueilleux, dans la Nièvre toute proche, avant de revenir, vers le 22 juillet, se fixer définitivement près d'Étais-la-Sauvin, sur la Montagne des Alouettes et dans les villages des environs, et ce jusqu'aux jours précédant la Libération. On pourrait donc supposer que les époux Hugenschmidt ont été fusillés par les maquisards entre le 25 juin, date de leur capture, et le combat du Bois-Blanc, le 3 juillet, mais que leurs corps n'auraient été inhumés sur la commune de Druyes qu'après le retour du maquis dans la région d'Étais, ce qui expliquerait l'état de décomposition avancée des cadavres. Mais, les souvenirs des témoins étant imprécis, il est possible aussi que les époux Hugenschmidt aient été fusillés peu de temps après leur capture et qu'ils aient été enterrés juste avant le combat du Bois-Blanc, le 3 juillet. En effet, il paraît assez peu vraisemblable que les chefs du Maquis 3 aient attendu plusieurs jours avant de juger et de fusiller leurs prisonniers.

Autre document transmis par M. André Hugenschmitt et corroborant les précédents, un procès-verbal dressé le 1^{er} octobre 1945 par Guy Renard, gendarme à Auxerre, dans lequel « *le capitaine Marcel Gillet, 43 ans, chef du 4^e bureau du*

« (...) Les époux ont été condamnés à mort et fusillés dans un bois que je ne saurais vous indiquer, m'occupant à ce moment-là activement de parachutages d'armes... »

GS d'Auxerre, officier liquidateur FFI adjoint du commandant Cunin, chef militaire départemental de l'Organisation National Maquis » donne son témoignage sur cette affaire : « Vers fin juin 1944, le commandant Cunin dit « Georges » a reçu l'ordre du chef départemental Félicien ² d'arrêter la famille Hugenschmidt, ainsi que le ménage illégal Pesson-Grassard ³. Ces ordres venaient je crois de Paris, les époux Hugenschmidt étant signalés comme des agents dangereux de la Gestapo. Le lieutenant Raymond ⁴ a été chargé d'arrêter ces tristes personnages. Une vraie bataille s'en est suivie où le siège de la maison a duré pendant cinq heures et au cours de ce combat Hugenschmidt a tué avec un fusil de chasse chargé à balles à sanglier un de nos bons petits camarades dénommé Victor Sanderon ⁵... ». « Les époux Hugenschmidt ont été amenés au maquis où un interrogatoire sérieux a été fait. Le nommé Hugenschmidt a reconnu ses agissements et formulé des regrets sur ce qu'il avait fait. Les époux ont été condamnés à mort et fusillés dans un bois que je ne saurais vous indiquer, m'occupant à ce moment-là activement de parachutages d'armes... »

Si le sort des époux Hugenschmidt est désormais certain, reste celui des deux autres personnes arrêtées en même temps qu'eux, le « ménage illégal » formé par Marcel Pesson et Marie Yvonne Simon, veuve Grassard. Dans l'article du bulletin n° 45, nous avons écrit que Marie Yvonne Simon, veuve Grassard, n'avait pas été exécutée puisqu'un témoin

digne de foi l'avait vue quelques jours plus tard à Clamecy ; nous avons appris depuis qu'elle est décédée à Ris-Orangis le 27 janvier 1980. Par contre, nous n'avons toujours aucun renseignement sur le sort de Marcel Pesson, sort dont on peut penser qu'il fut aussi funeste que celui de ses amis Hugenschmidt. Saura-t-on jamais les raisons qui ont motivé l'ordre donné aux maquisards de s'emparer de ces deux couples ?

Par contre, toujours grâce aux recherches d'André Hugenschmitt et aux connaissances d'Hugues Cattin sur la Résistance dans cette région, nous savons ce qu'il est advenu de Gabriel Igel, leur petit-fils. Lors de l'attaque de leur maison, les époux Hugenschmidt abritaient sous leur toit non seulement le petit-fils de Camille Hugenschmidt, Gabriel Igel, âgé de 13 ans, qui demeurait avec eux depuis août 1943, mais aussi deux fillettes de 9 et 13 ans, arrivées la veille de Paris et dont nous ne savons absolument rien ni pourquoi elles se trouvaient là. Il est facile d'imaginer l'effroi de ces trois enfants lors de cette sinistre nuit ! Lorsque, au petit matin, les époux Hugenschmidt décidèrent de se rendre, ils confièrent ces enfants à leurs assaillants. Gabriel Igel (et les deux fillettes ?) fut conduit à l'épicerie des Docks de l'Yonne, tenue par Georges Noble, un résistant sédentaire. De là, Gabriel se rendit chez le boucher Moreau, qui avait un fils dont il était l'ami. Il semble qu'ensuite Gabriel Igel ait été emmené par des membres du Maquis 3 près de la Montagne des Alouettes, où ce maquis possédait déjà à cette époque un camp. Là, il aurait été légèrement blessé par un coup de feu tiré par erreur par un maquisard, et hospitalisé quelques jours à Clamecy, avant de revenir au camp de la montagne des Alouettes. Peu avant le 24 août, les maquisards l'ont emmené avec eux à Auxerre où il fut d'abord déposé à la prison départementale puis remis le 28 août au foyer des pupilles de l'Yonne dépendant de l'Assistance publique (actuellement collègue Denfert-Rochereau). Sa mère l'ayant réclamé, il est parti, fin octobre 1944, habiter chez sa mère à Paris. •

Notes

1. Les documents cités dans cet article proviennent du SHD de Caen : DAVCC (division des archives des victimes des conflits contemporains) ; pour les époux Hugenschmidt, dossiers AC 21 P 219 365451 et 365452.

2. « Félicien » est le pseudo d'Olivier Ancel, artisan-peintre de l'Aube qui, après avoir organisé le petit maquis du Vignot, à la limite de l'Aube et de l'Yonne, était venu dans l'Yonne pour échapper à la police allemande. Nommé responsable départemental de l'Organisation National Maquis (ou Service National Maquis), il avait installé son PC près du village de Lalande, dans la région de Toucy. Il y fut arrêté le 4 juillet 1944, ainsi que ses adjoints Jacques Jeanny et André Pautras, à la suite d'une dénonciation. Emmené par les Allemands le 20 août 1944 en même temps que Jacques Jeanny, Marcel Choupot et Marcel Jacquelin, ils furent tous les quatre exécutés à Daix près de Dijon, quelques jours plus tard.

3. Marie Simon était la veuve de Félix Léon Grassard, décédé en 1941.

4. Il s'agit de Raymond Thomasset, adjoint du chef du maquis « Dédé » Cagnat, et chargé des opérations militaires.

5. En fait Victor Sendron.

L'École et la Résistance

Thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2023

- FRÉDÉRIC GAND -

Cette année, le thème du CNRD est particulièrement accessible et attractif pour les élèves. L'ARORY, par ses recherches et ses publications est à même de fournir une aide aux enseignants intéressés et propose ici une petite synthèse départementale, agrémentée de pistes de recherches. Après la lecture de l'excellente brochure nationale (disponible en ligne), coordonnée par la Fondation de la Résistance et son directeur scientifique Fabrice Grenard, les élèves peuvent faire un premier travail de recherche dans le CD-rom *La Résistance dans l'Yonne*, et y découvrir des exemples locaux¹. Plusieurs thèmes ont autrefois porté sur les jeunes dans la Résistance (en 1973, 1996 et 2003) mais jamais sous l'angle de ce thème de l'école.

L'école face au traumatisme de la guerre

Les établissements scolaires du département sont perturbés par la guerre qui éclate en septembre 1939, à commencer par la mobilisation qui prive les écoles et les lycées de leurs maîtres et professeurs à la rentrée d'octobre. Ainsi René Regnard, instituteur à Sens et secrétaire du député socialiste Paul Campargue (futur membre du Front national, mouvement de résistance initié par le PCF), est mobilisé en septembre 1939 et ne retrouve son poste qu'en juillet 1940. L'école vit également sous la menace des bombardements : la protection est prévue par la Défense passive, établissant des équipes d'alerte et des abris. La circulaire rectorale du 29 septembre 1939 rappelle bien tard aux chefs d'établissement de faire exécuter des travaux de protection des élèves. Le maire d'Auxerre, J. M. Renaitour, est saisi de la demande empressée du lycée d'Auxerre (1 500 élèves) pour la rentrée du 16 octobre 1940. Il charge son adjoint des travaux : « ... des tranchées de circonstances creusées dans la cour des deux lycées qui (...) pourraient être très facilement (...) transformées en abris durables par le bétonnage de leurs parois et leur couverture de dalles de ciment. »² Par la suite sont mises en place des formations par le biais d'exercices réguliers. Le 25 septembre 1943, le directeur de la Défense passive de Sens répond au préfet que la visite générale des écoles est faite et que « dès la rentrée, en accord avec Mlle l'inspectrice

primaire, de courtes séances d'instruction pratiques seront organisées (...), de nouveaux exercices pratiques. »³

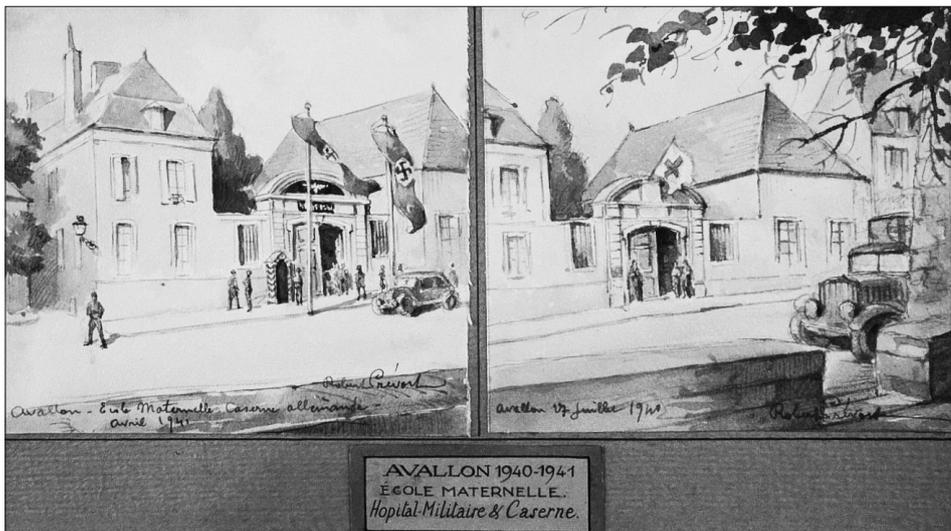
L'invasion allemande bouleverse bien davantage la vie quotidienne des élèves car plusieurs établissements sont réquisitionnés par l'armée allemande (l'école maternelle d'Avalon, le lycée Jacques-Amyot d'Auxerre, etc.), obligeant à trouver des solutions d'hébergement pour les élèves, tandis que beaucoup d'enfants souffrent de l'absence d'un père prisonnier.

L'école face au régime de Vichy, entre répression et « Révolution nationale »

L'État français qui s'installe le 10 juillet 1940 entend régénérer l'école et en supprimer les mauvais ferments, à savoir les enseignants de gauche, francs-maçons, étrangers ou juifs, tous accusés d'avoir contribué à la défaite par leur action démoralisatrice auprès de la jeunesse. Bernard Furet, dans *Les points de croix* rappelle comment il s'est retrouvé au lycée Jacques-Amyot d'Auxerre, après sa réussite au concours d'entrée à l'École normale, car les « Écoles normales avaient été supprimées (...), accusées d'être en partie responsables du désastre subi en 40, à cause de l'état d'esprit tendancieux et pacifiste qu'on y faisait régner ». ⁴ Dans le cadre d'une politique d'exclusion plus générale, le 4 décembre 1940, le préfet Bourgeois procède à la révocation d'une quinzaine d'instituteurs ayant participé à la grève du 30 novembre 1938 et qualifiés par le journal *Le Bourguignon* d'« éléments hostiles à la politique du Maréchal. »

Dans le cadre d'une politique d'exclusion plus générale, le 4 décembre 1940, le préfet Bourgeois procède à la révocation d'une quinzaine d'instituteurs ayant participé à la grève du 30 novembre 1938.

Cette politique se prolonge par l'ouverture en janvier 1941 du camp de détention de Vaudeurs, dans l'arrondissement de Sens, administré par le sous-préfet collaborationniste Stéphane Leuret. André Deligne, directeur communiste de l'école publique de garçons de Mézilles, est ainsi interné au



Une école occupée à Avallon, aquarelle de Robert Prévot (Musée de l'Avallonnais).

camp de Vaudeurs. À Joigny, en 1941, Serge Caselli, dont les parents italiens ont été naturalisés français, bien que reçu à l'École normale et détenteur du Brevet supérieur, voit son contrat résilié pour « origine étrangère ». Il deviendra maquisard, au sein du corps-franc des frères Caselli.

Le sous-préfet de Sens, Stéphane Leuret, membre du Rassemblement national populaire (RNP) et capable de s'offusquer d'un prix d'excellence remis à un élève juif, traque les « ennemis » du régime. Yvette Bénard, institutrice communiste à Sens, est dénoncée par un parent d'élève pour ses « leçons subversives » et sermonnée par l'inspecteur d'Académie. Elle est ensuite convoquée puis révoquée par le sous-préfet le 30 juillet 1941. Elle sera déportée comme son mari Hubert Praz, dessinateur industriel et professeur au collège technique de Sens et son beau-frère Gilbert Praz, membres comme elle du groupe FTP Boige grain. Elle seule reviendra de déportation.

Aux Archives départementales de l'Yonne, plusieurs brochures portent sur la « Révolution nationale » à l'école et se font l'écho des messages du maréchal Pétain et d'Abel Bonnard, le ministre de l'Éducation nationale. Par le *Message du Maréchal aux instituteurs* du 3 octobre 1941, Vichy cherche à se gagner l'influence des enseignants : « *C'est vous dans la Nation d'aujourd'hui qui formez celle de demain* »⁵. L'Allocution d'Abel Bonnard aux instituteurs du 27 août 1942 condamne le surmenage et vante une éducation ouverte sur la campagne, tout en développant l'éducation physique et les sorties : « *Il faut ramener les enfants de France vers la nature* ». Or, dans le département, les instituteurs qui participent aux Arbres de Noël organisés par le Secours National, le font surtout par tradition et pour le goûter offert à leurs élèves. Le 26 décembre 1943 à Chablis, « *les enfants d'âge scolaire ont été réunis au foyer municipal sous la direction de leurs maîtres et ont exécuté divers chants.* »⁶

Les enseignants, d'abord préoccupés par les pénuries frappant leurs élèves (nourriture, textile, papier, charbon...) ont dans l'ensemble très peu appliqué la doctrine de la « Révolution nationale ». Le dossier en ligne du Service éducatif des Archives départementales, *L'implication des écoliers icaunais dans la propagande vichyste sur la famille*, le dé-

montre bien, ne serait-ce que par le courrier alarmiste du préfet aux maires le 15 janvier 1944. Il y attend impatiemment, dans le cadre de « La quinzaine de la famille » (mars-avril 1944), des graphiques, illustrés par les élèves, réalisés à partir des données démographiques de leur village (naissances, décès...). Les réponses se font attendre, par manque de papier, de données significatives ou surtout d'intérêt. Les dessins de l'école de Monéteau présentent de belles illustrations de symboles vichystes.⁷

Quelques enseignants se sont cependant tristement illustrés par leur zèle collaborationniste : ainsi Fernand Gillot, professeur de chimie au lycée d'Avallon ; arborant dans sa salle de classe des photographies représentant Hitler, Pétain et Laval, il cherche à endoctriner ses élèves et même à les embrigader dans la Milice, et pratique la délation. Il a contribué au sein du parti collaborationniste local à la déportation de son collègue, le professeur de philosophie Daniel Cluzel et à celle du proviseur Jean Garric, tous deux morts en déportation. Le 9 juillet 1944, un professeur d'allemand du lycée Jacques-Amyot participe activement à la dénonciation du maquis de la Souille (Service national maquis) près de Charentenay, provoquant ainsi son attaque par les troupes allemandes.

L'école en résistance : instituteurs, professeurs et étudiants

Plusieurs instituteurs en activité ou en retraite font très tôt partie de groupes de résistants sédentaires, certains déjà contraints par la répression vichyste. C'est le cas d'André Deligne qui cherche à tromper la police. À Mézilles, conscient d'être surveillé, il se rend au commissariat spécial d'Auxerre pour déclarer recevoir « contre son gré » de la littérature de propagande : « *j'ai été libéré du camp de Vaudeurs le 20 avril 1942 et depuis un mois je reçois par la Poste des tracts communistes (L'Humanité, L'école laïque et autres...)* »⁸, affirmant ignorer qui sont les expéditeurs. Avec l'instauration du STO en 1943, le Front national se développe dans le département, à partir d'un encadrement de gauche souvent formé d'instituteurs. Ainsi dans l'Auxerrois, Jules Pourin, enseignant socialiste retraité, s'appuie sur Émile Fovet, an-

CONCOURS

En 1943, René Pautrat abandonne son poste d'instituteur pour échapper au STO et devient responsable local du mouvement Résistance (...)

ancien instituteur devenu attaché de préfecture, pour recruter d'autres instituteurs. En 1944, ils formeront deux des trois membres du triangle de direction départemental. En Puisaye, l'instituteur Boulmier travaille activement au recrutement pour le Front national. D'autres organisations sont constituées grâce à la solidarité enseignante. En 1942 à Joigny, Anthony Leriche (résistant du groupe Bayard) monte une filière d'évasion pour gagner l'Angleterre via l'Espagne grâce au concours d'un professeur du collège Saint-Jacques et d'un camarade étudiant. Au printemps 1943, Serge Caselli, réfractaire au STO, est aidé par Gaston Vée, un camarade de promotion de l'École normale d'Auxerre et membre de Libération-Nord, et installe, grâce aux instituteurs, de petits groupes de sédentaires dans la région de Charny et de Courtenay. En 1943, René Pautrat abandonne son poste d'instituteur pour échapper au STO et devient responsable local du mouvement Résistance, y recrutant notamment des enseignants, comme l'instituteur Gabriel Pommier.

Beaucoup d'instituteurs ou institutrices, également secrétaires de mairie (comme Suzanne Brisset à Escolives ou Gilberte Huré à Villethierry) aident la Résistance à s'emparer des cachets officiels et tickets d'alimentation dont ont besoin les réfractaires et les maquisards. Louis Cordier, du groupe Bayard, bénéficie, pour ses fausses cartes d'identité et d'alimentation, de la complicité de Marcel Pillin, instituteur et secrétaire de mairie à Bonnard. Au printemps 1944, tandis que les instituteurs chargés de famille restent sédentaires, quelques enseignants deviennent réfractaires et s'engagent dans la résistance armée : ainsi Guy Garoche, du maquis FTP Camille Desmoulins à Avigny, tandis que Gaston Vée succède en mars 1944 à Pierre Vauthier à la tête de Libération-Nord dans l'Yonne.

Les professeurs, un peu moins nombreux, ont pu en revanche influencer davantage leurs élèves, plus âgés. En témoigne un tract trouvé en octobre 1941 dans une salle du lycée d'Auxerre et intitulé Conseils de Fichte à la nation allemande pour se relever de sa défaite après 1807, se terminant ainsi : « *N'oublions jamais que c'est cela la « Kollaboration » et puissions dans ces page admirables le réconfort qui nous permet de résister sans jamais faiblir à l'inlassable propagande des valets de nos ennemis.* »⁹ Au lycée de Joigny, Pierre Vauthier, professeur d'histoire, entraîne plusieurs de ses élèves (Serge Caselli, Louis Cordier, Jean Guyet, Pierre Charnier) dans la Résistance. C'est aussi le cas d'Abel Minard, professeur de mathématiques au lycée de Tonnerre et membre du Front national, et du professeur de philosophie Daniel Cluzel à Avallon, aidé par le proviseur Jean Garric. D'autres professeurs ont été résistants : Paula Buchillot, professeur de dessin au lycée de Joigny, membre du groupe Front national d'Irène Chiot, Jean Puissant, professeur au cours complémentaire de Villeneuve-sur-Yonne, membre

de Libération-Nord, ou encore Jean Ferry, professeur d'histoire au lycée de Sens, qui était en relation avec différentes organisations. Plusieurs ont été déportés pour faits de résistance : certains sont revenus (Aimée Marien, Daniel Cluzel, Jean Puissant, René Regnard, Robert Simon et Pierre Vauthier), mais pas Georges Varenne, mort au camp d'Auschwitz. Abel Minard est fusillé comme otage à Égriselles en avril 1942 et Jean Ferry est tué au combat dans les Vosges en décembre 1944.

Les jeunes, élèves ou étudiants, ont agi aussi. Bernard Furet, sollicité par son camarade d'école Marc Bizot, entre en résistance en juin 1943 et devient l'un des responsables du dépôt d'armes de Michery. Son camarade de promotion, Jean Léger, en transporte et cache les armes avant d'être arrêté au lycée Jacques-Amyot, en plein cours, puis incarcéré et déporté. Au lycée d'Avallon, les 8 et 9 janvier 1943, quatre jeunes sont arrêtés pour propagande gaulliste, dont un maître d'internat de 22 ans et trois lycéens de seize ans. Une quinzaine de jeunes lycéens de Jacques-Amyot ayant récupéré et caché à l'été 1940, près de Val-de-Mercy, des armes abandonnées par l'armée française, fondent un petit groupe intitulé « Les jeunes gardes de l'Empire français ». Ils mènent dès 1941 quelques actions antiallemandes (inscriptions murales de V de la Victoire et de croix de Lorraine, tracts manuscrits...). Ces lycéens (Jean Escalier, Jacques Tissu, André Cagnat, etc.) s'engageront en 1943 dans le mouvement Résistance et auront des postes de commandement dans les maquis du Service national maquis en 1944. Le cas le plus atypique demeure celui de Jean Chapelle, ayant fait ses études primaires chez sa tante et son oncle, instituteurs à Ancy-le-Libre et étudiant à l'Institut des Sciences politiques. Membre d'un groupe de résistance à la Sorbonne en 1942, il est chargé à l'été 1943 par la direction clandestine de Libération-Nord de former dans l'Yonne des groupes de résistance et fonde les premiers maquis de Libération-Nord. Il crée en août 1944 un puissant rassemblement de maquisards près de Quarré-les-Tombes, la 3^e Demi-Brigade, appelée « Régiment Verneuil ». À moins de vingt ans, il libère à la tête de ses hommes Avallon et Tonnerre et participe au défilé de la victoire à Dijon, respecté par ses hommes malgré son très jeune âge, son absence de formation militaire et de grade officiel. •

Notes

1. Références accessibles sur le site de l'ARORY (www.arory.com), le CD-rom *La Résistance dans l'Yonne* (2004), le livre *Un Département dans la Guerre* (2007) et les numéros du bulletin *Yonne-Mémoire 40-44*. Voir aussi l'ouvrage *Nos lycées sous l'Occupation*, 2014, au sujet d'Auxerre.
2. Délibération municipale du 2 octobre 1939 (Archives municipales d'Auxerre).
3. Archives départementales de l'Yonne : Arch. dép. Yonne, 1 W 627.
4. Tapuscrit inédit, 2011.
5. Arch. dép. Yonne, 1 W 94.
6. Arch. dép. Yonne, 1 W 103.
7. Arch. dép. Yonne, 1 W 287.
8. Arch. dép. Yonne, 1 W 29.
9. Arch. dép. Yonne, 1 W 94.